

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
Cours Massena - CS 82205  
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations. + Absents
25	22	3

N° de la séance : 06

Objet de la délibération : Direction  
Economie de Proximité et tourisme -  
Association pour le droit à l'initiative  
économique ADIE - Convention de  
participation financière 2021

- Original
  - Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2021.046

Date de la convocation :

**Le 13/04/2021**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **26 AVR. 2021**

de la réception s/Préfecture  
en date du **22 AVR. 2021**

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 19 avril 2021**

L'an deux mil vingt et un et le 19 avril à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

**ABSENTS :**

Kevin LUCIANO, Frédéric POMA, Dominique TRABAUD

**Monsieur LEONETTI,**

Créée en 1989, l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (l'ADIE) est une association reconnue d'utilité publique dans le secteur de l'Economie Sociale et Solidaire. L'ADIE a pour objet de donner les moyens d'entreprendre aux personnes en situation de précarité sociale et financière via le « microcrédit accompagné ».

La caractéristique commune du public de l'ADIE est de ne pouvoir prétendre à un financement bancaire. L'ADIE intervient auprès de tous les porteurs de projet quel que soit le secteur d'activité ou l'expérience. Le besoin de financement ne doit pas dépasser 5 000 € pour un projet d'emploi salarié, et 10 000 € pour un projet d'entreprise.

Le concept du « microcrédit accompagné » proposé par l'ADIE à son public cible est un accompagnement gratuit qui comporte deux volets :

- Une phase d'accompagnement amont préalable à l'instruction financière qui consiste à valider le projet de création d'entreprise ;
- Une phase aval avec une gamme de services post-crédation thématique : gestion et comptabilité, développement commercial, intermédiation bancaire, aide juridique de service à distance en libre téléchargement sur internet : modèle de devis, de facture, courrier-type, etc.).

En 2020, l'ADIE a dépassé son objectif de 25 bénéficiaires sur l'agglomération, puisque ce sont, au 31 décembre 2020, 34 personnes qui ont bénéficié d'un microcrédit.

C'est dans ce cadre que l'ADIE s'est fixée un nouvel objectif pour 2021, celui de financer 30 porteurs de projet sur le territoire de la CASA.

Dans ce contexte et afin de poursuivre et développer son action, l'ADIE sollicite la CASA pour l'octroi d'un soutien financier à hauteur de 10 000 €.

**Vu** la délibération n° CC.2020.006 du Conseil Communautaire en date du 17 juillet 2020 autorisant le Bureau Communautaire à prendre toute décision en matière de subvention à accorder,

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- de soutenir l'ADIE et de lui octroyer une subvention de 10 000 € au titre de son programme d'action en 2021 ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière avec l'ADIE dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; Budget de la Direction Economie de Proximité et Tourisme.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- de soutenir l'ADIE et de lui octroyer une subvention de 10 000 € au titre de son programme d'action en 2021 ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière avec l'ADIE dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention ;

- d'autoriser Monsieur le Président à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; Budget de la Direction Economie de Proximité et Tourisme.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 19 avril 2021  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,  
  
Le Président,



**Jean LEONETTI**

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE  
AVEC L'ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE – L'Adie**

**Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 19 avril 2021 ;

Ci-après désignée **la C.A.S.A.**

**ET**

L'Association dénommée Association pour le Droit à l'Initiative Economique – Adie- régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de donner les moyens d'entreprendre aux personnes en situation de précarité sociale et financière via le « microcrédit accompagné », dont le siège social est situé 139, Boulevard de Sébastopol, 75002 PARIS, représentée par Monsieur Frédéric LAVENIR agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **l'Adie**

**EXPOSE**

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Conformément à ses statuts, l'Adie exerce notamment une mission relative à l'exercice de cette compétence : mission de création d'emplois et de richesses sur le territoire.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, l'Adie s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de création d'emplois et de richesse sur le territoire grâce au microcrédit accompagné.

La caractéristique commune du public de l'Adie est de ne pouvoir prétendre à un financement bancaire. L'Adie intervient auprès de tous les porteurs de projet quelques soit le secteur d'activité ou leur expérience. Le besoin de financement ne doit pas dépasser 10 000 € pour un projet d'entreprise et 5 000 € pour un projet d'emploi salarié.

Le concept du « microcrédit accompagné » proposé par l'Adie à son public cible est un accompagnement gratuit qui comporte deux volets :



- Une phase d'accompagnement amont préalable à l'instruction financière qui consiste à valider le projet de création d'entreprise ;
- Une phase aval avec une gamme de services post-crédation thématique : gestion et comptabilité, développement commercial, intermédiation bancaire, aide juridique et de service à distance en libre téléchargement sur internet : modèle de devis, de facture, courrier type...).

Dans ce cadre, l'objectif pour 2021 est de financer 30 porteurs de projet sur le territoire de la CASA dans le cadre d'un projet d'entreprise ou de retour à l'emploi.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'Adie pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2021.

En cas de non réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'Adie s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 50 461 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

## **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

L'association l'Adie reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

## **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 10 000 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la signature de la présente convention et une fois rendue exécutoire, et sera créditée au compte de l'association l'Adie par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans semestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

### **6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires**

L'association l'Adie s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de porteurs de projet financés dans le cadre d'un projet de création d'entreprise
- Nombre de personnes financées dans le cadre d'un projet de retour à l'emploi
- Nombre de personnes accueillies, informées et orientées
- Nombre d'instructions financières réalisées
- Nombre de prestation d'accompagnements dispensés
- Profils des personnes soutenues

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

➤ L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

### **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par l'association l'Adie.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

### **6.3 Commission paritaire**

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

L'association l'Adie s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

- Plus particulièrement, l'Association l'Adie remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2022.
- l'Association l'Adie est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ L'association l'Adie devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Adie et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

L'Adie s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration

d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association  
pour le Droit à l'Initiative Economique  
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Le Président

**Frédéric LAVENIR**

**Jean LEONETTI**



---

## GRILLE EVALUATION 2020

### ADIE

---

✚ **Flux de prêts :** enjeux 2021 – augmenter le nombre de bénéficiaires de l'accompagnement et de financement

	Nombre de personnes financées	Nombre de prêts professionnels	Nombre de prêts « emploi »
2020	34	28	6
2019	32	20	12
<b>2019/2020</b>	+6 %	+40 %	-50 %

✚ **Prêts emploi :** une chute de 50% du nombre de prêts en 2020 attribuable à la crise sanitaire ayant engendré un impact important sur l'emploi salarié.

✚ **Pérennité des entreprises :**

- ☞ 76 % des entreprises en activité à N + 2
- ☞ 63 % des entreprises en activité à N+3 (PACA : 55%)
- ☞ 84 % des personnes financées par l'Adie se réinsèrent de façon durable du point de vue économique et professionnel

Projet n°1..

## 6. Budget<sup>5</sup> du projet

Année 2021. ou exercice du 01/01/2021.. au 31/12/2021..

Budget supplémentaire -  
projet pluriannuel

Suppression du budget -  
projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 - Achats</b>	874	<b>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	0
Achats matières et fournitures	592	<b>73 - Dotations et produits de tarification</b>	0
Autres fournitures	282	<b>74 - Subventions d'exploitation<sup>2</sup></b>	37 156
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	0
<b>61 - Services extérieurs</b>	5 699		
Locations	4 924		
Entretien et réparation	744		
Assurance	31	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	0	Région Sud - Répartition	7 875
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	1 593	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	83	Département Alpes-Maritimes	0
Publicité, publication	157		
Déplacements, missions	701	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	652	SOPHIA ANTIPOLIS	10 000
<b>63 - Impôts et taxes</b>	77		
Impôts et taxes sur rémunération	0	Autres ressources à trouver	4 224
Autres impôts et taxes	77	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	0
<b>64 - Charges de personnel</b>	35 803	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	8 907
Rémunération des personnels	34 413	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	0
Charges sociales	0	Aides privées (fondation)	6 150
Autres charges de personnel	1 390	Autres établissements publics	0
<b>65 - Autres charges de gestion courante</b>	6 415	<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	0
		756. Cotisations	0
		758. Dons manuels - Mécénat	0
<b>66 - Charges financières</b>	0	<b>76 - Produits financiers</b>	13 305
<b>67 - Charges exceptionnelles</b>	0	<b>77 - Produits exceptionnels</b>	0
<b>68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées</b>	0	<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	0
<b>69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés</b>	0	<b>79 - Transfert de charges</b>	0
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement	0		
Frais financiers	0		
Autres	0		
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	50 461	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	50 461
Excédent prévisionnel (bénéfice)	0	Insuffisance prévisionnelle (déficit)	0

### CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE<sup>7</sup>

<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
860 - Secours en nature	0	870 - Bénévolat	0
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	0	871 - Prestations en nature	0
862 - Prestations	0		
864 - Personnel bénévole	0	875 - Dons en nature	0
<b>TOTAL</b>	0	<b>TOTAL</b>	0

La subvention sollicitée de.....10000€<sup>10000</sup>, objet de la présente demande représente .....20,00%<sup>20,00</sup> du total des produits du projet  
(montant sollicité/total du budget) x 100.

<sup>5</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>6</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

<sup>7</sup> Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 19/04/2021  
Numéro : BC\_2021\_046  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Association pour le droit à l'Initiative économique ADIE -  
Convention de participation financière 2021  
Matière : 7.5 - Subventions  
**Interlocuteur**  
Nom : VINCENT Laurence

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : Nr7sS7R

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 22/04/2021  
Identifiant : 006-240600585-20210419-BC\_2021\_046-DE

**Acte reçu**

Date : 19/04/2021  
Numéro interne : BC\_2021\_046  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 7  
Code matière 2 : 5  
Objet : Association pour le droit à l'Initiative économique ADIE - Convention de participation  
financière 2021  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20210419-BC\_2021\_046-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 3  
99\_SE-006-240600585-20210419-BC\_2021\_046-DE-1-1\_2.PDF  
99\_SE-006-240600585-20210419-BC\_2021\_046-DE-1-1\_3.PDF  
99\_SE-006-240600585-20210419-BC\_2021\_046-DE-1-1\_4.PDF

N